

**CONTRAT**

**MARCHE DE TRAVAUX D'AMENAGEMENTS INTERIEURS DU PUY EN VELAY**

**FRANCE TRAVAIL AUVERGNE-RHONE-ALPES**

Numéro de consultation : 202601TVXLEPUY

## DISPOSITIONS PARTICULIERES

### A. Identité des parties

Le présent marché est conclu entre :

France Travail Auvergne Rhône Alpes, établissement public administratif, représenté par son directeur régional Monsieur SWIETON Michel dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité :

ci-après dénommé « France Travail » d'une part,

et la personne morale :

Indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse du siège social, forme juridique, numéro SIRET, numéro de téléphone et courriel.

Si différent, indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse, forme juridique et numéro SIRET, numéro de téléphone et courriel du service ou établissement chargé de l'exécution des prestations objet du marché.

représentée par :

Indiquer les nom, prénom, qualité, numéro de téléphone et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.

- ☐ agissant en tant que candidat individuel ;
- ☐ agissant en tant que mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique conformément au Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu.

ci-après dénommé « le Titulaire » d'autre part.

## B. Avance

En application de l'article 7-6 du Contrat, le Titulaire indique :

- ☐ renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article ;
- ☐ ne pas renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition suivante :

Membres du groupement d'opérateurs économiques	Pourcentage de répartition de l'avance
	%
	%
	%

### **C. Coordonnées bancaires**

Les sommes dues au titre du marché sont libérées par virement sur le ou les comptes bancaires dont le ou les relevés BIC IBAN sont joints.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142- 27 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du marché sont versées, lorsque le groupement est conjoint, sur le compte de chacun des membres du groupement conformément à la répartition des prestations figurant à la rubrique E des Dispositions particulières ou, lorsque le groupement est solidaire, sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

Agrafer sur cette page le ou les relevés BIC IBAN.

### **D. Périodicité de versement des acomptes pour certains opérateurs économiques**

En application de l'article XII.9 du Contrat, et à la condition qu'il soit une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique, ou un artisan, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, le Titulaire :

- ☐ demande que la périodicité du versement des acomptes soit ramenée à un mois ;
- ☐ ne demande pas que la périodicité du versement des acomptes soit ramenée à un mois.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142- 27 du code de la commande publique, indiquer la raison ou dénomination sociale du ou des membres du groupement demandant, pour ce motif, que la périodicité de versement des acomptes soit ramenée à un mois :

---

---

### **E. Le cas échéant, groupement conjoint d'opérateurs économiques**

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142- 27 du code de la commande publique sous une forme conjointe, les prestations sont réparties entre les membres du groupement comme indiqué ci-dessous :

Membres du groupement d'opérateurs économiques	Prestations exécutées

**F Décision de France Travail**

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que cette rubrique est réservée à France Travail

L'offre est acceptée en ce qui concerne :

☐ Lot n° :

## **G Notification du marché**

Est remise au Titulaire, à titre de notification du marché, une copie du présent Contrat via le profil d'acheteur

□ Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature du représentant de France  
Travail :

## **Table des matières**

<b>2. DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 1 : DESCRIPTION DU MARCHE</b>	<b>9</b>
<b>1-1 OBJET DU MARCHE</b>	<b>9</b>
<b>1-2 FORME DU MARCHE</b>	<b>9</b>
<b>1-3 MARQUES, TYPES DE MATERIELS, MATERIAUX</b>	<b>9</b>
<b>1-4 NOTIFICATION, PRISE D'EFFET ET DUREE DU MARCHE</b>	<b>9</b>
<b>1-5 MODALITES DE COMPUTATION DES DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>10</b>
<b>1-6 LISTE DES INTERVENANTS</b>	<b>10</b>
<b>1-6-1 MAITRE D'OUVRAGE</b>	<b>10</b>
<b>1-6-2 MAITRE D'ŒUVRE</b>	<b>10</b>
<b>1-6-3 CONTROLE TECHNIQUE</b>	<b>11</b>
<b>1-6-4 COORDONNATEUR SPS</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 3 : COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX</b>	<b>12</b>
<b>3-3 ETUDE D'EXECUTION</b>	<b>13</b>
<b>3-4 APPLICATION DE LA LEGISLATION DU TRAVAIL</b>	<b>13</b>
<b>3-5 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER</b>	<b>13</b>
<b>3-6 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 4 : DELAIS D'EXECUTION</b>	<b>14</b>
<b>4-1 DELAI GLOBAL D'EXECUTION</b>	<b>14</b>
<b>4.2 PLANNING PREVISIONNEL DE TRAVAUX</b>	<b>14</b>
<b>4-3 PROLONGATION DE DELAIS D'EXECUTION</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 5 : EXECUTION DES TRAVAUX</b>	<b>15</b>
<b>5-1 PERSONNEL AFFECTE A L'EXECUTION DU MARCHE</b>	<b>15</b>
<b>5-4 PRISE EN COMPTE DES CRITERES ENVIRONNEMENTAUX</b>	<b>16</b>
<b>5-5 FRAIS DE CHANTIER</b>	<b>16</b>
<b>5-6 PERTES ET AVARIES</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 6 : CONTROLE, CONFORMITE, RECEPTION</b>	<b>16</b>
<b>6.1 CONTROLE ET SUIVI DE CHANTIER</b>	<b>16</b>
<b>6-2 CONFORMITES</b>	<b>17</b>
<b>6-3 RECEPTION</b>	<b>17</b>
<b>6-4 DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION DES TRAVAUX</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 7 : PRIX – REGLEMENT</b>	<b>18</b>
<b>7-1 FORME DES PRIX</b>	<b>18</b>
<b>7-2 CONTENU DES PRIX</b>	<b>18</b>
<b>7-3 VARIATION DES PRIX</b>	<b>20</b>
<b>7-4 Prestations supplémentaires ou modificatives</b>	<b>21</b>
<b>7-5 Augmentation ou diminution du prix des travaux</b>	<b>21</b>
<b>7-6 AVANCE</b>	<b>21</b>
<b>7-7 Bons de commande via le progiciel de gestion SAP</b>	<b>21</b>
<b>7-8 REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>22</b>
<b>7-9 FACTURATION</b>	<b>22</b>

7-10 DELAIS DE PAIEMENT .....	23
7-11 RETENUE DE GARANTIE .....	24
7-12 <i>Cession et nantissement de créances</i> .....	24
ARTICLE 8 : GARANTIES .....	24
8-1 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT : (ARTICLE 1792-6 DU CODE CIVIL) .....	24
8-2 GARANTIE BIENNALE ET DE BON FONCTIONNEMENT : (ARTICLE 1792-3 DU CODE CIVIL) .....	24
8-3 GARANTIE DECENNALE .....	25
8-4 ASSURANCES .....	25
8-4-1 GENERALITES .....	25
8-4-2 RESPONSABILITE CIVILE .....	25
8-4-3 ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE .....	25
8-4-4 POLICE "INCENDIE, EXPLOSION" DE L'OUVRAGE EN CONSTRUCTION .....	26
ARTICLE 9 : DISPOSITIONS DIVERSES .....	26
9.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES .....	26
9-2 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE SOUS-TRAITANCE .....	27
9-3 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE .....	28
9-4 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL .....	28
9-5 - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES .....	29
ARTICLE 10 : PENALITES DE RETARD .....	29
10.1 DISPOSITIONS GENERALES .....	29
10.2 PENALITES .....	30
10.2.1 PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX .....	30
10.2.2 PENALITES POUR RETARD DANS LES LEVEES DES RESERVES ASSORTIES A RECEPTION .....	30
10.2.3 AUTRES PENALITES .....	30
10.2.4 <i>Prestations exécutées d'office</i> .....	32
ARTICLE 11 : RESILIATION .....	32
11.1 - RESILIATION AUX TORTS EXCLUSIFS DU TITULAIRE .....	32
11.2 - RESILIATION UNILATERALE .....	32
11-3 <i>Opération de liquidation du marché résilié</i> .....	33
12. - LITIGES .....	33
12.1 <i>Mémoire en réclamation</i> .....	33
12.2 <i>Procédure contentieuse</i> .....	34



## 2. DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 1 : DESCRIPTION DU MARCHÉ

#### 1-1 Objet du marché

Passée selon la procédure prévue à l'article L. 2123-1 du code de la commande publique, la consultation vise à la conclusion de marchés de travaux ayant pour objet des aménagements intérieurs du site 25 Rue de la gazelle– 43000 LE PUY EN VELAY.

Ces prestations et leurs modalités d'exécution sont décrites au présent contrat et au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) applicables.

#### 1-2 Forme du marché

##### 1-2-1 Allotissement

La présente consultation est allotie :

- Lot n°1 : Plâtrerie peinture
- Lot n°2 : Menuiseries intérieures bois
- Lot n°3 : Plafonds suspendus
- Lot n°4 : Cloisons modulaires aluminium
- Lot n°5 : Revêtements de sols souples
- Lot n°6 : Chauffage ventilation plomberie
- Lot n°7 : Électricité - Courants faibles

Les marchés à conclure dans le cadre de la consultation prennent la forme de marchés simples à prix forfaitaire conclus avec un ou plusieurs Titulaires.

##### 1-2-2 Tranches

Le marché est réalisé en une seule tranche.

#### 1-3 Marques, types de matériels, matériaux

Les marques, types de matériels, matériaux cités le cas échéant dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), sont données à titre indicatif pour permettre aux entreprises d'apprécier le niveau de qualité exigé.

Les entreprises consultées peuvent proposer des marques, types de matériel, matériaux différents sous réserve de caractéristiques techniques et performances équivalentes.

#### 1-4 Notification, prise d'effet et durée du marché

Les marchés sont notifiés au Titulaire par France Travail.

Sous réserve des dispositions du Contrat relatives à la résiliation, les marchés sont à conclure à compter de leur date de notification, pour une durée prévisionnelle de travaux mentionnée sur le planning contractuel.

Les marchés prennent effet à compter de la date de réception par le Titulaire de l'ordre de service notifiant le début des travaux conformément aux dispositions du CCAG Travaux.

Les marchés prennent fin à l'expiration de la période de la garantie de parfait achèvement des ouvrages exécutés.

A titre indicatif, le démarrage des travaux est prévu au **01/03/2026** et les travaux doivent s'achever au **31/07/2026**.

L'ordre de service est la décision du Maître d'œuvre qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché. Le 1er ordre de service est signé par France Travail.

Tout ordre de service ayant un impact financier fait préalablement l'objet d'un accord du maître d'ouvrage.

La notification au Titulaire des décisions ou informations de France Travail qui font courir un délai est faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques. Pourront être transmis ainsi les lettres, ordres de service, les notes d'observations et les mentions des visas des documents. Le Titulaire en accuse expressément réception ; à défaut la date de notification est réputée être celle de la date d'envoi de l'ordre de service augmenté de 3 jours francs.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

## **1-5 Modalités de computation des délais d'exécution des prestations**

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers du marché pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

## **1-6 Liste des intervenants**

### **1-6-1 Maître d'ouvrage**

Le maître de l'ouvrage est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés. Le maître de l'ouvrage est France Travail, Direction Régionale Auvergne-Rhône-Alpes, représenté par son directeur régional.

Dès la notification du marché, France Travail désigne une personne physique, seule habilitée à le représenter auprès du Titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par France Travail en cours d'exécution de marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Titulaire, les décisions nécessaires engageant France Travail.

### **1-6-2 Maître d'œuvre**

Le Maître d'œuvre est la personne physique ou morale, publique ou privée, qui, en raison de sa compétence technique, est chargée par le maître de l'ouvrage, afin d'assurer la conformité technique et économique de la réalisation du projet objet du marché, de diriger l'exécution des marchés de travaux, de lui proposer leur règlement et de l'assister lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement.

La maîtrise d'œuvre est assurée par le Cabinet d' Architectes Tassin et Associés représenté par M. TASSIN.

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission de base au sens du décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions du maître d'œuvre confiées par les maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé et couvre une mission complète.

### **1-6-3 Contrôle technique**

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre II de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le contrôle technique des travaux est exercé par :

**ALPES CONTROLE**  
**3 Bis Impasse des Prairies -**  
**Annecy-Le-Vieux - 74940 ANNECY**

Les frais de ce bureau de contrôle technique sont à la charge du maître de l'ouvrage.

A cet effet, le Titulaire du marché est tenu de fournir au contrôleur technique, à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre tous les documents tels que plans et calculs d'exécution, schémas, détails de mise en œuvre, spécifications et notices des matériaux, avis techniques ou attestations d'assurances spéciales concernant les matériaux ou procédés non traditionnels, PV de classement et d'essais, etc...

### **1-6-4 Coordonnateur SPS**

Le chantier est soumis à l'obligation d'une déclaration préalable conformément à l'arrêté du 7 mars 1995 fixant le contenu de la déclaration préalable à laquelle sont soumis certains opérateurs de bâtiment ou de génie civil et à la circulaire DRT n° 96.5 du 10 avril 1996. Un coordonnateur, choisi et rémunéré par le maître de l'ouvrage, a établi le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) qui est joint au Document de Consultation des Entreprises (DCE).

La coordination SPS relative aux travaux est exercée par :

**ALPES CONTROLE**  
**3 Bis Impasse des Prairies -**  
**Annecy-Le-Vieux - 74940 ANNECY**

Les frais du coordonnateur SPS sont à la charge du maître de l'ouvrage.

Pendant toute la durée du présent marché, le Titulaire apporte son entier concours au coordonnateur "sécurité et protection de la santé" dans l'exercice de sa mission. Il s'assure notamment du parfait respect de l'ensemble des prescriptions relatives à la sécurité et à la protection de la santé.

Le Titulaire du marché est tenu de fournir au coordonnateur et au maître de l'ouvrage dans un délai de 30 jours après notification du marché et 15 jours avant le début des travaux, son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. Il doit mentionner dans chaque contrat de sous-traitance que le

chantier est soumis à une obligation de PPSPS. Il s'engage à remettre à chaque entreprise sous-traitante un exemplaire du PGCSPS. Chaque entreprise sous-traitante devra transmettre son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé au coordonnateur dans un délai de trente (30) jours après acceptation de l'acte de sous-traitance par le maître de l'ouvrage.

## **ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES**

Par dérogation aux dispositions de l'article 4 du CCAG Travaux, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant et dont l'exemplaire conservé par France Travail fait seul foi en cas de contestation :

- le présent contrat, ses éventuels avenants et mises au point ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux auquel sera substitué le calendrier détaillé d'exécution,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) – dispositions générales et ses annexes,
- la Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) du lot concerné.
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) du 8 septembre 2009 dans sa version en vigueur au jour de la publication du présent marché,
- Tous autres éléments au titre desquels peuvent figurer : le plan général de coordination (pièce établie par le coordonnateur SPS), le rapport initial contrôle technique (RICT) (pièce établie par le contrôleur technique), les plans de la maîtrise d'œuvre et du BET commun à tous les corps d'état, le dossier des ouvrages exécutés (DOE) infrastructure disponible auprès du MOE,
- la proposition technique du Titulaire,
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de travaux du bâtiment passés au nom de l'Etat et de ses annexes,
- Les cahiers des charges des documents techniques unifiés (D.T.U.),
- Les cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifié (C.C.S. - D.T.U.). En l'absence du C.C.S. - D.T.U., les règles, recommandations et guides techniques publiés par les Unions Nationales Professionnelles adhérentes à la Fédération Nationale du Bâtiment,
- Les normes de l'Association Française de Normalisation.
- les ordres de service
- la ou les demandes d'acceptation d'un sous – traitant et d'agrément de ses conditions de paiement

## **ARTICLE 3 : COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **3-1 Période de préparation**

La période de préparation est fixée à compter de la notification du présent marché, de la **semaine 9 à 14**.

Au cours de cette période, il sera procédé par le Titulaire et à sa charge les opérations suivantes :

- ✓ établissement des plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier nécessaires pour le début des travaux.
- ✓ finalisation et validation avec la maîtrise d'œuvre du calendrier détaillée d'exécution,
- ✓ présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution suite à la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- ✓ établissement d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages,
- ✓ établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable au Titulaire et aux sous-traitants éventuels. L'absence de remise au coordonnateur SPS du Plan Particulier fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du coordonnateur SPS.

### **3-2 Options**

Pour les lots éventuellement concernés, France Travail réserve de lever pendant toute la durée des travaux les options prévues aux cahiers des charges techniques des lots concernés par l'émission d'un ordre de service précisant l'option et les délais d'exécution.

### **3-3 Etude d'exécution**

Les études d'exécution sont réalisées en totalité par le Titulaire et à sa charge.  
Elles sont transmises au Maître d'œuvre pour validation avant exécution.

Le Titulaire établit, d'après les documents particuliers du marché, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail.

A cet effet, le Titulaire fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs de stabilité et de résistance.

S'il reconnaît une erreur dans les documents particuliers du marché fournis par le représentant de France Travail, il doit le signaler immédiatement par écrit au Maître d'œuvre.

### **3-4 Application de la législation du travail**

Il est fait application des dispositions de l'article 6 du CCAG travaux.

### **3-5 Rendez-vous de chantier**

Un rendez-vous de chantier aura lieu 1 fois par semaine à l'initiative du Maître d'œuvre.

Le Titulaire devra y assister ou être représenté par un collaborateur qualifié, bien au courant du chantier et capable d'engager l'entreprise depuis le début des travaux jusqu'à la fin du chantier

(opérations préalables à la réception et réceptions) ainsi qu'éventuellement, pendant les mises au point complètes des ouvrages (pendant le délai de garantie).

Les procès-verbaux de réunion de chantier seront rédigés, dactylographiés, numérotés et diffusés par le Maître d'œuvre.

### **3-6 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans les délais d'exécution.

<b>ARTICLE 4 :                    DELAIS D'EXECUTION</b>
--

#### **4-1 Délai global d'exécution**

La date de commencement des travaux est fixée à la semaine 14.

Le Titulaire prévoit ses approvisionnements et fabrications pour pouvoir commencer les travaux à la date prévue.

Le Titulaire est tenu d'assurer sa prestation dans les délais d'exécution conformément au planning détaillé transmis par le Maître d'œuvre. Le non respect de ces délais déclenchera des pénalités de retard définies à l'article 10.2 du présent contrat conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG Travaux.

#### **4.2 Planning prévisionnel de travaux**

Le planning prévisionnel de travaux est établi par le Maître d'œuvre en accord avec France Travail.

Il distingue les différentes tâches nécessaires à l'ensemble des travaux, objet de l'opération.

Il indique en outre la durée et la date probable du départ du délai d'exécution de chaque tâche.

C'est ce planning prévisionnel de travaux qui permettra la détermination de retards éventuels du Titulaire dans l'exécution de son marché et l'application de pénalités et retenues.

Au cours de la réalisation de l'ensemble des travaux, le Maître d'œuvre se réserve le droit de réviser ce planning prévisionnel de travaux puis de le notifier au Titulaire par ordre de service en fonction des aléas et retards constatés.

La notification d'un planning ainsi recalé n'emporte pas nécessairement prolongation de délai si ce recalage résulte de retards imputables à l'entreprise. En toute hypothèse, les prolongations de délai relèvent de la seule compétence du maître d'ouvrage.

Dans l'attente de sa notification au Titulaire, le planning prévisionnel de travaux des travaux reste contractuel au regard de la détermination des retards.

#### **4-3 Prolongation de délais d'exécution**

Toute prolongation de délais d'exécution du présent marché fera l'objet d'une notification au Titulaire du marché dans les quinze jours qui précèdent la fin exécution du marché. Cette prolongation sera notifiée sous forme d'un ordre de service au Titulaire du marché.

## **ARTICLE 5 : EXECUTION DES TRAVAUX**

### **5-1 Personnel affecté à l'exécution du marché**

Le titulaire affecte toutes les ressources nécessaires à la réalisation des prestations.

Le titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité de la désignation, du nombre et de la définition du profil de ses personnels.

Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution de la mission confiée au titre du présent marché demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le personnel appelé à travailler dans les locaux de France Travail à l'occasion de l'exécution de la mission doit se conformer au règlement intérieur et aux règles d'accès et de sécurité applicables. Le titulaire est donc responsable des dommages causés directement ou indirectement par lui ou l'un de ses préposés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à informer France Travail de tout changement de personnes/ membre de l'équipe/ interlocuteur référent affectées pour réaliser la prestation dès qu'il en a connaissance et le

Il s'engage en particulier, dès la connaissance du départ de ce membre/personnel, à désigner un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes ; il en informe préalablement par écrit la Direction de l'Immobilier et des Contrats Nationaux (DICN) de la Direction Générale de France Travail qui, dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la date de réception du courrier correspondant, a la faculté de demander au titulaire la désignation d'un autre membre/personnel, en explicitant les raisons de cette demande.

France Travail se réserve la faculté, à tout moment pendant l'exécution du marché, de solliciter, le remplacement de l'un des intervenants affectés à l'exécution des prestations pour des raisons dûment motivées par des raisons professionnelles. Le Titulaire s'engage, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la date de réception de la demande, à lui proposer un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes ; à cet effet, il transmet à France Travail le curriculum vitae du remplaçant proposé.

Le titulaire prend toute disposition nécessaire pour assurer la poursuite sans interruption des prestations. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus de France Travail.

### **5-2 Accès aux locaux et équipements**

Les travaux seront réalisés de 8h à 18h conformément au plan de prévention des risques.

### **5-3 Installation du chantier et matériel**

Avant le début d'exécution des travaux, le Titulaire se mettra en rapport avec France Travail et le Maître d'œuvre en vue de préparer l'installation du chantier, de coordonner le démarrage des travaux et d'établir le plan de prévention des risques.

Le stockage des fournitures, matériaux et des matériels est réalisé par le Titulaire conformément au plan de prévention des risques.

La fourniture des produits et matériels techniques est à la charge du Titulaire.

Le Titulaire doit fournir du matériel en bon état d'utilisation. Ses caractéristiques doivent être adaptées aux travaux à exécuter.

A la demande de France Travail, le Titulaire doit présenter les matériels pour vérification éventuelle de conformité en matière de sécurité.  
Tout matériel défectueux est remplacé, au plus tôt, par le Titulaire, et à ses frais.

#### **5-4 Prise en compte des critères environnementaux**

Au titre du présent marché, le Titulaire s'engage a minima, à respecter les exigences environnementales suivantes :

##### Exécution des travaux

Pendant l'exécution des travaux, le Titulaire est tenu d'utiliser toutes techniques ou procédures adéquates pour réduire au maximum les nuisances environnementales.

Par exemple, le Titulaire devra obligatoirement privilégier les produits et/ou matériels les moins nocifs pour l'environnement.

##### Évacuation et recyclage des déchets

Le Titulaire s'efforcera de favoriser tout procédé ou méthode permettant d'améliorer la gestion des déchets, et le respect des considérations environnementales.

Le personnel du Titulaire veillera particulièrement aux consignes de tri en usage (séparation des papiers, des cartons, des ordures ménagères, etc.) et s'attachera autant que de possible à recycler les déchets et/ou matériels usagés.

##### Consommation en électricité et eau

Lors de l'exécution des prestations, le personnel du Titulaire s'attachera à réduire au maximum les consommations en électricité et en eau.

En particulier, le personnel du Titulaire veille à ce que l'éclairage d'un local soit strictement limité au temps nécessaire à l'exécution des travaux dans ce local, l'éclairage d'un ensemble de locaux étant proscrit.

Le personnel du Titulaire doit prendre toutes dispositions pour ne pas laisser couler l'eau inutilement.

#### **5-5 Frais de chantier**

Les frais de chantier relatifs au marché comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'organisation et au bon fonctionnement du chantier.

#### **5-6 Pertes et avaries**

Il ne sera pas alloué au Titulaire d'indemnité au titre des pertes, avaries ou dommages causés par leur négligence, leur imprévoyance, leur défaut de moyens ou leurs fausses manœuvres.

<b>ARTICLE 6 :            CONTROLE, CONFORMITE, RECEPTION</b>
---

##### **6.1 Contrôle et suivi de chantier**

Le contrôle et le suivi du chantier seront assurés par le Maître d'œuvre qui pourra demander au Titulaire du marché toute note de calcul, études de détails, plans d'exécution et autres justifications qu'il jugera utiles.



## 6-2 Conformités

Le Maître d'œuvre est chargé de contrôler la conformité des travaux exécutés par rapport aux prescriptions des pièces contractuelles.

## 6-3 Réception

La réception des travaux s'effectuera à la fin des travaux conformément au planning prévisionnel de travaux.

La réception est l'acte par lequel France Travail déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserve. La réception des travaux ne pourra être prononcée qu'à l'achèvement complet des ouvrages faisant l'objet du marché, après essais concluants des équipements mis en œuvre qui seront constatés par le maître d'ouvrage. La réception prend effet à la date de cet achèvement.

France Travail se réserve le droit de procéder à autant de vérifications et d'essais que nécessaire.

Il est fait application des dispositions de l'article 41 du CCAG travaux à l'exception de celles visées à l'article 41.1.3 dudit CCAG en ce que, dans le silence de France Travail, la réception ne peut être que judiciaire.

La réception des travaux ne pourra être prononcée qu'à l'achèvement complet des ouvrages faisant l'objet du marché, après essais concluants des équipements mis en œuvre qui seront constatés par le maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre. La réception prend effet à la date de cet achèvement et sera formalisée sur le procès-verbal de réception signé par le Titulaire, le Maître d'œuvre et le Responsable Immobilier Régional.

En cas d'exécution partielle ou non conforme des travaux ou si des réserves sont constatées par France Travail, un procès-verbal sera établi et le Titulaire disposera alors d'un délai de **5 jours** ouvrés pour réaliser les travaux conformément aux exigences du présent contrat et/ou aux réserves consignées dans le procès-verbal.

Dans le cas où les prestations ne seraient pas réalisées à l'issue du délai précisé ci-dessus et après mise en demeure du Titulaire, il pourra être délivré un ordre de service à une autre entreprise pour réalisation de la prestation non exécutée, **aux frais et risques du Titulaire**. La totalité de la prestation sera réglée à l'entreprise ayant réalisé les travaux, et sera déduite au Titulaire défaillant.

Il pourra dans ce cas être fait application de pénalités dans les conditions décrites dans l'article 10.2.

## 6-4 Documents à fournir après exécution des travaux

Le Titulaire du marché remet à l'achèvement des travaux et au plus tard lors des opérations préalables à la réception les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets.

Dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux, le Titulaire remet les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Il transmet un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le défaut de remise de ces documents dans les délais ci-dessus, expose le Titulaire à l'application des pénalités prévues à l'article 10 du présent contrat.

### **7-1 Forme des prix**

Le présent marché est établi à prix global forfaitaire en € HT, tel qu'il est fixé dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire. Ce prix ne sera pas modifié quelles que soient les quantités réellement livrées et exécutées.

Les prix comprennent au maximum deux chiffres après la virgule.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date du fait générateur.

### **7-2 Contenu des prix**

Le Titulaire et ses éventuels sous-traitants sont réputés avoir eu l'occasion de prendre, lors de la visite du site dans le cadre de la présente consultation, de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Cette visite lui a notamment permis de mesurer les incidences tant des contraintes liées à l'environnement de l'opération que des dépenses nécessaires au bon déroulement de l'opération.

Dès lors les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au Titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix du marché sont établis en tenant compte :

#### **a) Lieux et contraintes liées à l'environnement de l'opération :**

De la connaissance par le Titulaire, préalablement à la remise de son offre, de l'état des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux, le Titulaire reconnaissant avoir notamment :

- Pris connaissance complète et entière du site et de ses abords, ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution,
- Pris connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des agences, du lieu et du terrain d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Contrôlé tous les documents constituant le marché, notamment les plans et le CCTP.
- Apprécié toute difficulté inhérente au site, ses abords, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre ; ainsi qu'à la nature des existants et toutes sujétions qui leurs sont liées
- Apprécié les difficultés permanentes ou momentanées d'accès au chantier pouvant provenir notamment de la proximité d'écoles ou d'équipements publics ; il devra s'assurer auprès des différents services municipaux, des différentes contraintes susceptibles d'être imposées au Titulaire (cotraitants et sous- traitants) pour la réalisation du chantier,
- Vérifié avant toute exécution que les documents établis par le maître d'œuvre et plus généralement tous les documents du DCE, ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions qui sont décelables par un homme de l'art
- Obtenu tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du Maître d'œuvre et autres intervenants ainsi qu'auprès de tous services ou autorités compétents.
- Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner la mise en place de matériels et matériaux,
- Des situations de travaux en site occupé,

- Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée d'ouvrages et notamment ceux du ressort des services concédés (eau, gaz, électricité, égouts, téléphone, télédistribution, chauffage urbain...) ; et des interventions de maintenance et/ou de rénovation des réseaux, de toute nature, internes à l'opération ;
- Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'intervention des autres corps d'état ;
- Des sujétions d'organisation du chantier dans le site général de l'opération ;
- Des sujétions résultant des prescriptions applicables à l'opération tels que règles de construction, équipements électriques, énergie, lutte contre la pollution, acoustique, règlements sanitaires, sécurité incendie, accessibilité aux personnes handicapées à mobilité réduite ;
- Des sujétions que sont susceptibles d'entraîner les décalages d'intervention dus aux retards ;
- Des différents intervenants à l'acte de construire ;
- Des sujétions de toute nature résultant des caractéristiques du sol et du sous-sol ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets ;

**b) Dispositions nécessaires pour assurer l'hygiène et la sécurité :**

- Des frais résultant de l'application de la loi 13.1418 du 31/12/1993 modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs ainsi que des décrets et arrêtés qui y sont relatifs.
- De toutes les incidences liées à la sécurité et à la protection de la santé préconisées par la réglementation.

**c) Dépenses nécessaires au bon déroulement de l'opération :**

- Des frais d'études : il s'agit des frais d'études techniques propre au Titulaire et d'établissement de ses plans d'exécution, de fabrication, et de mise en œuvre des prestations à réaliser, de synthèse, ainsi que la fourniture d'échantillons. Les frais d'études comprennent également les frais d'établissement des plans de conformité, de récolement et des notices d'entretien, d'utilisation, d'exploitation des installations ;
- De la fourniture, du transport à pied d'œuvre, du stockage et de la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages du marché ;
- Des sujétions de mise en œuvre des ouvrages ;
- De la fourniture, de l'installation, des vérifications sur tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs
- de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- De la protection efficace des ouvrages avec maintien en place jusqu'à la réception ;
- Des frais d'installations communes de sécurité et d'hygiène, y compris les clôtures de barriérage du chantier et sa signalisation, les frais de fermeture provisoire des bâtiments, les charges temporaires de voirie et de police, les frais de garde du chantier ainsi que les compléments de protections individuelles ou spécifiques ;

- De la dépose et de l'enlèvement des protections ;
- Du nettoyage des ouvrages et de ceux qui seraient salis du fait des travaux ;
- Du remplacement des éléments ayant subi des détériorations au cours de la mise en œuvre ;
- Des frais de coordination de toute nature, y compris les frais de compte prorata (frais de gestion),
- Dépenses communes de fonctionnement et d'investissement) ;
- Des frais d'établissement des devis et des études de faisabilité y afférents en réponse aux demandes de travaux supplémentaires formulées par le Maître d'œuvre sur demande du maître d'ouvrage, que ces devis et études se traduisent ou non par une commande subséquente ;
- Des demandes et avis de toute nature émanant du contrôleur technique et plus généralement, des autorités compétentes : le présent marché oblige le Titulaire à tenir compte de l'intégralité des observations du bureau de contrôle portées dans ses rapports et avis relevant notamment du présent dossier de consultation ;
- Des frais d'assurances spécifiques à l'opération compte tenu du volume des travaux ;
- Des frais de main d'œuvre de tous types, de moyens, de création d'un réseau provisoire intérieur d'eau (compris raccordement direct ou en dérivation d'immeuble), de création d'un réseau provisoire d'évacuation des eaux pluviales reçues par les bâtiments, de création d'un réseau provisoire intérieur d'électricité compris raccordement, de consommation de fluides et d'énergie (gaz, électricité) ainsi que toutes autres dépenses communes de chantier, compris installations de compteur provisoire (pour identification des dépenses imputables au chantier) et protection réglementaire des réseaux (robinet d'arrêt, disjoncteur) ;
- De la marge du Titulaire pour défaillance éventuelle des cotraitants, sous-traitants ou fournisseurs ;
- De toutes sujétions pour le maintien en service des réseaux existants conservés en place et/ou dévotés ;
- Des frais résultant des demandes et observations du Maître d'œuvre concernant notamment la reprise de plans non conformes ;
- Des frais et taxes éventuels d'occupation de voirie, des frais et taxes éventuels d'occupation du domaine public, des frais et taxes de rejet dans les réseaux publics ;
- Des démarches auprès des concessionnaires et administrations.

#### **d) Cas particulier de la sous-traitance**

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le Titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

### **7-3 Variation des prix**

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé que les prix ne présentent pas un caractère actualisable même dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoule entre la date d'établissement des prix et l'émission de l'ordre de service notifiant le début des travaux.

#### **7-4 Prestations supplémentaires ou modificatives**

Les prestations du prix des prestations supplémentaires ou modificatives sont soumises aux dispositions des articles 10.4 et suivants du CCAG Travaux. Les prix de ces prestations sont établis sur la base des prix unitaires indiqués par le titulaire dans la Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) lors de la remise de son offre.

#### **7-5 Augmentation ou diminution du prix des travaux**

En cas d'augmentation ou de diminution des travaux en cours de réalisation, il est également fait application des dispositions des articles 15 et 16 du CCAG Travaux.

#### **7-6 Avance**

La notification du marché d'un **montant initial supérieur à 50 000 euros HT** et dont le délai d'exécution s'étend au-delà de deux mois ouvre droit au versement d'une avance d'un montant de **5% du montant TTC du marché**.

La demande du Titulaire à bénéficier de cette avance ou son renoncement à en bénéficier est stipulée à la rubrique 1.2 des Dispositions particulières du Contrat. A défaut de stipulation expresse, le Titulaire est considéré comme renonçant à bénéficier de l'avance.

Le remboursement, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint ou dépasse 65 % du montant du marché public.

Le remboursement complet de l'avance doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du marché public.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition précisée à la rubrique 1.2 des Dispositions particulières de Contrat.

Dans le cas où le Titulaire a présenté un sous-traitant avant la notification du marché, à la remise du dossier de réponse, l'assiette de l'avance au versement de laquelle il a droit est réduite du montant maximum des prestations à payer directement au sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, tel que figurant dans la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement. La demande du sous-traitant à bénéficier de cette avance ou son renoncement à en bénéficier est stipulée dans ce même document. A défaut de stipulation expresse, le sous-traitant est considéré comme renonçant à bénéficier de l'avance. Dans le cas où le Titulaire a bénéficié de l'avance et qu'en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations, il rembourse à France Travail la part d'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, y compris dans le cas où le sous-traitant n'entend pas bénéficier de l'avance.

#### **7-7 Bons de commande via le progiciel de gestion SAP**

Les prestations objet du présent marché donnent lieu à l'émission d'un bon de commande édité par le progiciel de gestion SAP.

Ce bon de commande est transmis au Titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la transmission.

En cas de groupement momentané d'entreprises, ce bon de commande est transmis au seul mandataire du groupement.

Les bons de commande générés par SAP comportent les mentions suivantes :

- le numéro du marché,
- le numéro et la date d'émission du bon de commande SAP ;
- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, du mandataire du groupement Titulaire ;
- le descriptif sommaire du décompte,
- le montant HT du décompte validé,
- l'adresse de facturation ;

Le Titulaire fournit une adresse mail unique à France Travail pour recevoir les bons de commandes.

## **7-8 Règlement des comptes**

Le règlement des comptes du marché se fait par acomptes mensuels et un solde établis et réglés conformément aux dispositions des articles 11 à 13 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux).

Concernant les modalités de règlement des acomptes mensuels, il est dérogé aux articles 13.1.1 et 13.1.2 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

- Au plus tard le 25 de chaque mois, le Titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme d'un projet de décompte.

- Le projet de décompte mensuel comprend, en tant que de besoin, les différentes parties suivantes :

1. Travaux et autres prestations du marché ;
2. Remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont le Titulaire a fait l'avance.

- Lorsque des pénalités ont été signifiées, elles s'appliquent sur chaque état d'acompte mensuel concerné.

## **7-9 Facturation**

Toutes les factures doivent être adressées au maître d'œuvre, par tout moyen attestant d'une date certaine de réception, pour vérification.

Elle sont libellées à l'ordre de :

*France Travail Auvergne-Rhône-Alpes  
Service Finances-Comptabilité  
13 Rue Crépet - CS 70402  
69364 LYON Cedex 07*

Les factures portent a minima les mentions suivantes :

- l'intitulé et le numéro du marché
- le numéro et la date du bon de commande SAP
- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application de l'article 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, du mandataire du groupement
- le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés et numéro SIRET
- la date d'établissement et le numéro de la facture
- la nature des prestations facturées
- le montant total HT, le taux de TVA applicable et son montant
- le montant total TTC
- le type de compte, bancaire ou postal et les coordonnées du compte bancaire ou postal sur lequel les sommes doivent être virées.

En application des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures et pièces justificatives du paiement du prix sont adressées *via* la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017. La transmission d'une facture par une autre voie n'est pas prise en compte. Dans tous les cas, le montant à régler au titulaire est arrêté par France Travail qui notifie le cas échéant au titulaire le fait qu'un avoir doit être établi pour tenir compte, notamment, des pénalités ou réfections imposées.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture ou la date de la constatation de la conformité des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Dans le cas où le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les factures sont émises par chacun des membres du groupement pour les prestations qu'il exécute. Ces factures sont visées par le mandataire qui les transmet à France Travail.

Les sommes dues sont versées :

- lorsque le groupement est conjoint sur le compte de chacun des membres du groupement selon la répartition annoncée à l'article « Répartition de l'exécution des prestations » du présent Contrat ;
- lorsque le groupement est solidaire sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, les articles R.2193-10 à R.2193-15 du code de la commande publique s'appliquent.

## **7-10 Délais de paiement**

Il est fait application des dispositions de l'article 13 du CCAG Travaux.

Les acomptes mensuels sont réglés dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de la réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire par le maître d'œuvre

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties au présent marché.

Pour ce qui concerne le paiement du solde, il est fait application des dispositions de l'article 13.4.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux).

Dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application de l'article 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, les sommes dues en exécution du marché sont versées sur le compte unique, géré par le mandataire du groupement et dont les coordonnées figurent à l'article 1.1 des dispositions particulières du présent Contrat.

#### **7-11 Retenue de garantie**

La retenue de garantie sera égale à cinq pour cent (5%) du montant du marché.

Elle a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux ainsi que celles formulées pendant le délai de garantie.

Le Titulaire a la possibilité, durant toute la durée de son marché, de substituer une **garantie à première demande** à la retenue de garantie (et non une garantie bancaire). Toutefois, cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché.

Une caution personnelle et solidaire ou garantie bancaire ne seront pas acceptées.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complète au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet sa demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de sa retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevé.

Cette retenue de garantie sera levée contradictoirement dès le treizième mois suivant la réception de l'ouvrage. Dans le cas où des réserves notifiées au Titulaire du marché n'auraient pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie, celle-ci interviendra au plus tard un mois après la date de leur levée.

#### **7-12 Cession et nantissement de créances**

En application des articles 127 à 131 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, sur demande du titulaire présentée à la Direction comptable, France Travail Siège, TSA 92002, 75 987 PARIS CEDEX 20, France Travail lui remet un certificat de cessibilité./ autant de certificats de cessibilité que de comptables assignataires précisant (pour chacun) le comptable auquel il doit être remis et la part de créance totale que chaque comptable est appelé à mettre en paiement diminuée du montant des prestations confiées à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

Sur demande du bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créances, la direction comptable de France Travail transmet, dans un délai de 30 jours calendaires à compter de sa réception :

- Soit un état sommaire des prestations effectuées accompagné d'une évaluation
- Soit un décompte des droits constatés au profit du titulaire du marché public
- Soit un état des avances et des acomptes mis en paiement
- Soit un état détaillé des oppositions au paiement de la créance détenue par le titulaire du marché public reçues par France Travail.

### **ARTICLE 8 : GARANTIES**

#### **8-1 Garantie de parfait achèvement : (article 1792-6 du Code Civil)**

Il est fait application de l'article 44 du CCAG Travaux. Cette garantie est fixée à un an à compter de la date de réception des ouvrages.

#### **8-2 Garantie biennale et de bon fonctionnement : (article 1792-3 du Code Civil)**



Cette garantie est d'ordre public et d'une durée de 2 ans à compter de la date d'effet de la réception des ouvrages.

### **8-3 Garantie décennale**

Cette garantie s'applique dans le cadre de la loi du 04 janvier 1978. Cette garantie est d'ordre public et d'une durée de 10 ans à compter de la date d'effet de la réception des ouvrages.

L'attestation de garantie décennale doit être transmise pour le corps d'état concerné.

## **8-4 Assurances**

### **8-4-1 Généralités**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, chaque Titulaire ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché, doivent justifier qu'ils sont Titulaires des assurances en état de validité énumérées ci-après.

Le Titulaire est tenu de présenter, avant la fin de la période de préparation les attestations des compagnies d'assurance solvables auprès desquelles auront été souscrites les différentes polices. Cette attestation devra préciser outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, le montant des franchises et elle devra faire état d'une reconnaissance du Titulaire à l'assureur du droit à notifier au maître de l'ouvrage tous frais de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties de cette police d'assurances. Cette attestation devra être émise par la direction de la compagnie d'assurances et non par le courtier ou l'agent.

L'attestation de sa compagnie d'assurances, que le Titulaire doit présenter, doit dater de moins de 3 mois et indiquer que la police ou les polices sont en bon état de validité, et que le Titulaire lui-même est en règle de paiement des primes exigibles.

En cas de carence du Titulaire, le maître de l'ouvrage se réserve de droit de verser directement aux compagnies d'assurances les primes qui pourraient leur rester dues au titre du présent marché. Celles-ci seront alors relevées sur le solde dû au Titulaire.

Si cette procédure s'avérait inapplicable, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de souscrire l'assurance nécessaire pour le compte et aux frais du Titulaire défaillant.

Aucun règlement pour solde ne sera effectué sans présentation d'un certificat d'assurance.

### **8-4-2 Responsabilité civile**

Le Titulaire et intervenant dans l'opération, doit être Titulaire d'une police personnelle de Responsabilité Civile, couvrant les dommages de toutes natures garantissant sa responsabilité en cas d'accident ou de dommages causés aux tiers par la conduite des travaux ou leur modalité d'exécution. La ou des polices devront couvrir les responsabilités de tous les intervenants, que ce soit pendant la durée des travaux, mais également après réception des travaux, du fait de tout événement engageant leur responsabilité civile sur le fondement des articles 1382 à 1384 du code civil.

Cette ou ces polices d'assurances de responsabilité civile devront comporter une garantie suffisante et en rapport avec l'opération et les travaux du lot concerné.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de responsabilité Civile par catégorie de risque si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus étendue.

### **8-4-3 Assurance de Responsabilité Décennale**

Tous responsables au titre des articles 1792 et 1792-1 du code civil doivent justifier qu'ils sont Titulaires d'une police d'assurance obligatoires de Responsabilité décennale selon les modalités applicables au jour de la signature du marché et comportant la garantie de tous les risques définies par les articles 1792, 1792.2, 1792.3 et 1792.4 du code civil, ainsi que les clauses prévues tant par la loi n° 78.12 au 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, que par ses décrets et arrêtés d'application (notamment les risques découlant pour le traitant principal de la défaillance éventuelle d'un sous-traitant).

Si le Titulaire n'est pas Titulaire d'une qualification délivrée par un organisme de qualification, l'attestation fournie pour la police Responsabilité décennale devra préciser la nature des activités garanties.

#### **8-4-4 Police "Incendie, explosion" de l'ouvrage en construction**

Cette police doit garantir les risques d'explosion et d'incendie pouvant survenir sur l'ouvrage et les approvisionnements du Titulaire sur le chantier pendant la durée des travaux et ce, jusqu'à la date de réception de ces derniers. Le maître d'ouvrage devra être défini comme l'un des assurés dans cette police.

Tous les entrepreneurs participant aux travaux seront tenus de souscrire une police individuelle de "responsabilité civile de chef d'entreprise" destinée à les couvrir contre les risques résultant des dommages causés aux tiers du fait de leur activité professionnelle.

### **ARTICLE 9 : DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **9.1 - Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques**

Dans le cas où le Titulaire du marché public est un groupement d'opérateurs économiques constitué dans les conditions fixées aux articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, il prend la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché public a été conclu. Dans le cas où le groupement prend la forme d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché public de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail.

Le mandataire du groupement, désigné à la rubrique 1.4 des dispositions particulières du Contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché public. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail pour l'exécution du marché public ; toute communication ou notification au titre du marché public est le fait de France Travail au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à France Travail.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement titulaire assume les fonctions de mandataire du groupement jusqu'à l'échéance du marché public.

A première demande de France Travail, le mandataire du groupement transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas cette convention n'est opposable à France Travail ; elle ne constitue pas une pièce du marché public.

## 9-2 - Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le titulaire se conforme strictement aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, aux articles L. 2193-1 à L. 2193-9 et R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG travaux précisé par les dispositions suivantes.

La sous-traitance totale est interdite.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas déroger aux dispositions du présent Contrat et de ne pas être anormalement basses.

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché public, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché public, le Titulaire remet à France Travail contre récépissé ou transmet par courrier recommandé avec avis de réception postale ou courriel une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement mentionnant :

- a) La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- c) Le montant maximum des sommes à payer directement au sous-traitant
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de Contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Le silence gardé par France Travail pendant vingt-et-un jours (21) à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

Le titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par France Travail.

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il est justifié :

- ☐ qu'il a contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers ou toute assurance nécessaire à la bonne exécution de l'ouvrage,
- ☐ qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

A première demande de France Travail, le titulaire lui transmet une copie du Contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants.

En aucun cas le Contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail; il ne constitue pas une pièce du marché.

Lorsque le sous-traitant doit être payé directement, le Titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du présent marché. En cours d'exécution du marché, le titulaire reste personnellement responsable envers France Travail de l'exécution de la totalité de son marché, même lorsqu'il en sous-traite une partie, quelles que soient les modalités de paiement du sous-traitant.

## 9-3 Protection des données à caractère personnel

France Travail et le titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles. Contrat - 17 / 25

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en oeuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en oeuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles

15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en oeuvre par France Travail, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de France Travail, par courriel à [contact-dpd@pole-emploi.fr](mailto:contact-dpd@pole-emploi.fr) ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20. Pour les traitements mis en oeuvre par le titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées à France Travail à la notification du marché.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, France Travail et le titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

Le Titulaire est tenu en outre de mettre en oeuvre les mesures techniques et organisationnelles permettant de garantir un niveau de protection des données personnelles traitées adapté au risque, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en oeuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes. A ce titre, dès la notification de l'avenant, il met en oeuvre a minima l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles suivantes :

### **9-3 - Changement dans la situation du Titulaire**

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement à France Travail les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché public, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il se présente,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à sa nationalité,
- à son domicile ou à son siège social,
- au montant de son capital social,
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- aux groupements auxquels ils participent, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché public.

Le titulaire s'assure également du respect de cette clause par ses éventuels sous-traitants.

### **9-4 - Lutte contre le travail illégal**

Conformément aux dispositions des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du code du travail, le titulaire produit, sans autre rappel de France Travail, les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public.

Le titulaire s'inscrit sur la plateforme à l'aide des identifiants qui lui sont communiqués et dépose tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public les documents suivants :

- s'il est établi en France, il produit les pièces dont la liste figure à l'article D. 8222-5 du code du travail (une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois) ;
- s'il est établi ou domicilié à l'étranger, il produit les pièces dont la liste figure à l'article D. 8222-7 du code du travail ;
- dans tous les cas, il produit la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste, à compléter sur la plateforme, est établie à partir du registre unique du personnel et précise pour chaque salarié sa date d'embauche, sa

nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il produit une attestation sur l'honneur en ce sens.

Le cas échéant, en cas de modification des coordonnées de la plateforme, France Travail communique les informations au titulaire.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'article D. 8222-5 et le cas échéant l'article D. 8222-7 du code du travail lui impose de procéder, à l'égard de ses sous-traitants, avant la notification du marché public puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter à chacun excède le montant prévu à l'article R. 8222-1 du code du travail, soit 5000 €HT à la date de notification du marché public.

En complément de ces obligations, sans préjudice des dispositions du 2ème alinéa de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire du marché public, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2 du code du travail, il remet à France Travail, préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1 du même code. A défaut de s'être fait remettre cette déclaration, France Travail adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail dans les conditions définies à l'article L. 1262-4-1 du même code.

## **9-5 - Protection des données personnelles**

France Travail et le Titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché public ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par France Travail, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de France Travail, par courriel à [courriers-cnil@pole-emploi.fr](mailto:courriers-cnil@pole-emploi.fr) ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20. Pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées à France Travail à la notification du marché public.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, France Travail et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché public.

## **ARTICLE 10 : PENALITES DE RETARD**

### **10.1 Dispositions générales**

Sans préjudice des dispositions de l'article 11 du présent Contrat et en cas de non-respect des délais d'exécution définis au présent Contrat, ou de manquement dans l'exécution des prestations, le

Titulaire est, **sans mise en demeure préalable** et à compter du premier jour calendaire ou de la première heure de retard dans le cas de retards d'exécution, redevable de pénalités.

D'une manière générale, les jours sont considérés calendaires.

Toutes les pénalités sont forfaitaires, non révisables et cumulatives et s'entendent net de taxes.

Elles sont applicables sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont plafonnées à **5% du montant du marché**.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

Un courrier recommandé lui signifiant le montant des pénalités à payer sera adressé au Titulaire ou au mandataire du groupement (qui assure le cas échéant la répartition entre ses cotraitants pour lesquels le paiement est effectué sur des comptes séparés). Dans l'attente de cette éventuelle répartition, **le montant global des pénalités retenues est appliqué au Titulaire ou au mandataire en cas de groupement par précomptes sur ses demandes mensuelles d'acomptes.**

La répartition finale des pénalités entre les cotraitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés est fournie par le mandataire du groupement dans un délai de 30 jours calendaires suivant la date de notification de la réception.

## **10.2 Pénalités**

### **10.2.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux**

En cas de retard sur le délai global ou en cas de retard sur les délais fixés par le planning prévisionnel de travaux, le Titulaire est passible d'une pénalité journalière calculée suivant les indications ci-après.

Pour le calcul de cette pénalité, il faut entendre par délai contractuel, le délai compris entre la date du début des travaux du lot ou de la tâche concerné et la date de réception des travaux dudit lot ou de la tâche sans neutraliser les diverses interruptions.

La pénalité par jour calendaire de retard est de 1/1000ème du montant du marché.

Cette pénalité, appliquée sans mise en demeure préalable, est calculée sur simple confrontation de la date réelle de fin d'exécution des travaux et de la date d'expiration du délai d'exécution fixée au planning prévisionnel d'exécution.

Des retenues journalières calculées selon indications ci-avant peuvent être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou dans l'achèvement d'une tâche.

Ces retenues peuvent être reversées si le retard se trouve résorbé avant qu'il n'ait provoqué de gêne dans le déroulement des travaux d'un autre lot. Dans le cas contraire, même si le retard se trouve résorbé en fin de tâches, elles sont transformées en pénalités.

### **10.2.2 Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à réception**

Si le Titulaire n'a pas remédié, dans le délai fixé par ordre de service, aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités par jour calendaire de retard sont appliquées jusqu'à la date de l'achèvement.

Le montant des pénalités de retard est calculé conformément aux indications qui précèdent.

### **10.2.3 Autres pénalités**

Des pénalités sont automatiquement appliquées dans les cas suivants :

MOTIFS	MONTANT DE LA PENALITE
Retard dans l'installation de chantier	200 euros HT par jour calendaire de retard
Non-respect constaté des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier :	Par infraction constatée, 250 euros HT par jour calendaire, jusqu'à rectification de l'ensemble des éléments sur lequel porte le constat.
Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite	Par infraction constatée, 150 euros HT par jour calendaire, jusqu'à diminution des bruits.
Dépôt de matériels, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites, ou non retrait des gravois et emballages des matériaux	Par infraction constatée et par jour calendaire jusqu'à rectification de l'ensemble des éléments sur lesquels porte le constat : 200 euros HT.
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans l'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, etc.)	Par document et par jour calendaire de retard : 250 euros HT.
Retard dans la remise des dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E.) et du DIUO, ou de tout document à fournir après réception des travaux	Par jour calendaire : 150 euros HT.
Retard dans la remise du DGD	
Retard dans le nettoyage du chantier et dans l'évacuation des gravois hors chantier	200 euros HT par jour calendaire de retard ;
Absence à une réunion de chantier, réunion d'étude et de coordination, visite de chantier <b>Nota : un retard perturbant ces réunions et/ou visite pourra être assimilé à une absence.</b>	100 euros HT par absence constatée
En cas d'absence ou de refus de transmission	100 euros TTC par jour de retard à compter de la

des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action	mise en demeure par le maître d'ouvrage.
---	--

#### **10.2.4 Prestations exécutées d'office**

Dans le cas de prestations non réalisées à l'issue d'un délai précisé par ordre de service, après constat par la maîtrise d'œuvre de la non réalisation, et mise en demeure, il pourra être délivré un ordre de service à une autre entreprise pour réalisation de la prestation non exécutée après acceptation par la maîtrise d'œuvre d'un devis qui sera communiqué au Titulaire défaillant.

La totalité de la prestation est réglée à l'entreprise ayant réalisé les travaux, et est déduite au Titulaire défaillant au titre des prestations exécutées d'office.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

#### **11.1 - Résiliation aux torts exclusifs du titulaire**

Le marché est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du titulaire, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements communiqués avant la notification du marché en application de R. 2143-3 du code de la commande publique, ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- en cas de contravention à la législation et réglementation du travail ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché;
- lorsque le titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements.
- le marché peut également être résilié aux torts exclusifs du titulaire :- après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché;
- lorsque, enjoint par France Travail, en application de l'article L. 8222-6 ou L. 8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8251-1 alinéa 1 du même code, le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard dans les six mois à compter de l'injonction ;
- dans le cas où le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce dès lors que le titulaire en a informé sans délai les services chargés de l'exécution du marché.

La résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

#### **11.2 - Résiliation unilatérale**

France Travail peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché public pour des motifs d'intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.



### **11-3 Opération de liquidation du marché résilié**

En cas de résiliation, les opérations de liquidations sont soumises aux dispositions des articles 46 et 47 du CCAG Travaux.

En cas de résiliation du marché, une liquidation des comptes est effectuée. Le décompte de liquidation du marché, qui se substitue au décompte général, est arrêté par décision du représentant de France Travail et notifié au Titulaire.

Le décompte de liquidation comprend :

Au débit du Titulaire :

- la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au Titulaire que celui-ci ne peut restituer ainsi que la valeur de reprise des moyens que France Travail cède à l'amiable au Titulaire ;
- le montant des pénalités ;
- le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du Titulaire.

Au crédit du Titulaire :

- la valeur contractuelle des travaux exécutés, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- le montant des rachats ou locations
- le cas échéant, le montant des indemnités de la résiliation du fait de France Travail.

Le décompte de liquidation est notifié au Titulaire par France Travail, au plus tard deux mois suivant la date de signature du procès-verbal.

Cependant, lorsque le marché est résilié aux frais et risques du Titulaire, le décompte de liquidation du marché résilié ne sera notifié au Titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des travaux. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, dans le respect de la réglementation en vigueur.

## **12. - LITIGES**

Le représentant de France Travail et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

### **12.1 Mémoire en réclamation**

Si un différend survient entre le Titulaire et le Maître d'œuvre, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, ou entre le Titulaire et le représentant de France Travail, le Titulaire rédige un mémoire en réclamation.

Dans son mémoire en réclamation, le Titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants. Il transmet son mémoire au représentant de France Travail et en adresse copie au maître d'œuvre.

Si la réclamation porte sur le décompte général du marché, ce mémoire est transmis dans le délai de quarante-cinq jours à compter de la notification du décompte général.

Le mémoire reprend, sous peine de forclusion, les réclamations formulées antérieurement à la notification du décompte général et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif.

Après avis du Maitre d'œuvre, le représentant de France Travail notifie au Titulaire sa décision motivée dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

L'absence de notification d'une décision dans ce délai équivaut à un rejet de la demande du Titulaire.

Lorsque le représentant de France Travail n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du Titulaire, le règlement définitif du différend relève des procédures fixées ci-après.

## **12.2 Procédure contentieuse**

A l'issue de la procédure décrite ci-avant, si le Titulaire saisit le tribunal administratif compétent, il ne peut porter devant cette juridiction que les chefs et motifs énoncés dans les mémoires en réclamation.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le décompte général du marché, le Titulaire dispose d'un délai de six mois, à compter de la notification de la décision prise par le représentant de France Travail ou de la décision implicite de rejet, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent.

Passé ce délai, il est considéré comme ayant accepté cette décision et toute réclamation est irrecevable.

En application du second alinéa de l'article R. 312-11 du code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution du marché est le tribunal administratif de Lyon.

Fait à :

Le :

Pour le Titulaire

Pour France Travail Auvergne-Rhône-Alpes  
Le Directeur régional